Non à l'amputation des retraites

Mardi 8 octobre à l'Assemblée Nationale

Rassemblement unitaire CGT, FSU, Solidaires, FO

François Hollande et son gouvernement ont annoncé une nouvelle réforme des retraites qu'ils veulent imposer très vite au Parlement, avec la procédure d'urgence, à partir du 7 octobre prochain et le Premier ministre en a déjà annoncé les axes principaux :

Pour les retraités : de nouvelles régressions du pouvoir d'achat.
La revalorisation annuelle des pensions serait reportée au 1er octobre (au lieu du 1er avril) et la majoration de 10 % pour les retraités ayant élevé 3 enfants serait désormais imposable. Ces mesures s'ajouteraient à la mise en place de la taxe de 0,3 % au 1er avril 2013, au blocage des tranches d'impôts sur le revenu, à la suppression de la demi-part supplémentaire pour les veuves, veufs, les personnes isolés qui ont déjà amputé considérablement celui-ci.

Pour les actifs : le recul de l'âge de départ et la réduction des pensions.
Nouvelle allongement de la durée de cotisations pour une retraite à taux plein, prise en compte dérisoire et très coûteuse (rachat) des années d'études, faible prise en compte pénibilité (un an de moins pour 30 ans de travaux pénibles) et augmentation des cotisations salariales de 0,15 % en 2014…

Pour le patronat : à nouveau un gros cadeau.
La suppression des cotisations patronales pour la branche « famille », soit **34 milliards € par an**.

Ces annonces s'inscrivent dans la poursuite d'un processus de baisse du montant des pensions et des salaires au profit du patronat. N'oublions pas l'augmentation de la CSG, la suppression de l'abattement fiscal de 10 % et la revalorisation annuelle des pensions inférieure à l'augmentation des prix.

UNE AUTRE REFORME EST NECESSAIRE ET POSSIBLE

Comme le Président l'avait promis, il faut corriger les effets des réformes régressives passées, assurer pour toutes les générations un niveau de pension convenable dès 60 ans, reconnaître la pénibilité en permettant des départs anticipés avant 60 ans et revaloriser les pensions.

Pour son financement, l'argent ne manque pas
Les profits des grands groupes sont florissants, ces 30 dernières années les dividendes versés aux actionnaires ont progressé 7 fois plus vite que la masse salariale et des dirigeants d'entreprises s'octroient des salaires annuels supérieurs à celui qu'un salarié ne gagnera jamais pendant toute sa vie. Il s'agit donc d'augmenter durablement les ressources et c'est possible car aujourd'hui les entreprises sont subventionnées à hauteur de 200 milliards d'euros par les finances publiques (dont 20 milliards au titre du CICE) et les 500 plus grosses fortunes ont augmenté de 25 % en 1 an (+ 66 milliards d'euros)…

- La création d'un million d'emplois, c'est **20 milliards €** de ressources supplémentaires.
- La suppression des exonérations des cotisations dîtes « patronales » et instauration d'une modulation avec un contrôle public et syndical, c'est **10 milliards €** de plus.
- L'élargissement de l'assiette de cotisations à l'épargne salariale (intéressement, participation…) et aux primes pour les fonctionnaires et salariés du public, c'est **10 milliards €** de plus.
- La mise à contribution des revenus financiers des entreprises, c'est **20 milliards €** de plus.
- L'augmentation des cotisations retraites, en priorité celles dîtes « patronales » à concurrence des besoins, c'est **5 milliards €** de ressources supplémentaires dès 2015, **puis 10 milliards** en 2020.
- Le respect de l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, c'est **100 milliards** de plus, **c**'est au moins la somme qui est reversée aux actionnaires tous les ans sous forme de dividendes.

La CGT, avec d'autres syndicats, n'accepte pas l'allongement de la durée de cotisation, ni les mécanismes visant à diminuer les retraites actuelles et futures, refuse l'opposition des salariés du public et du privé, des jeunes et des plus âgés, elle vous appelle à vous mobiliser et à intervenir pour gagner une bonne reforme pour les salaires, les emplois et les retraites.

Mardi 8 octobre, rassemblement des retraités de la région parisienne à 14 h Place Edouard Herriot (métro Assemblée Nationale)

Pour l'avenir de tous, le nôtre, celui de nos enfants, de nos petits-enfants

Tous ensemble, faisons-nous entendre

Rendez-vous à 13h au tram pont de Bezons, départ collectif en car et en transports en commun

+ d'infos : cgtbezons.over-blog.com

octobre 2013, ne pas jeter sur la voie publique